

Registre de Commerce et des Sociétés

B30775

No : L050033783.1

MENTION

Déposé le : 26/04/2005

C

C.Tarif : 818

CDD : 0

Repris
N/A**M**

B30775

26/04/2005

L050033783.01

CASH 1122 Tarif : 818 R

Nom de la Société : *BCEE*Siège Social : *1 Place de Metz - LUXEMBOURG*N° du Registre de Commerce : B *30775*Le Bilan au *31.12.2004*enregistré à *LUXEMBOURG*le *26.04.05*référence : *LSBDD / 05105*a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de *Luxembourg*le *26.04.2005*

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Lieu et date *Luxembourg, le 26-04-2005*

Signature :

Registre de Commerce et des Sociétés

B30775

No : L050033783.2

Déposé le : 26/04/2005

C

C.Tarif : 818

CDD : 0



Repris
N/A



B30775

26/04/2005

L050033783.02

CASH 1122 Tarif : 818 R

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



Comptes annuels 2004



RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

L'année 2004 a été caractérisée par la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne qui a maintenu son taux central au niveau très bas de 2% pendant toute l'année. Le secteur financier a su tirer profit de la progression des principaux indices boursiers et de la bonne performance des marchés obligataires en euros.

Le redressement du secteur financier luxembourgeois s'est précisé comme en témoignent les recettes au titre de commissions et l'emploi du secteur qui se sont inscrits à nouveau en hausse. En revanche, les taux d'intérêts bas pèsent sur la rémunération des fonds propres et autres dépôts des banques, pénalisant ainsi l'évolution de la marge d'intérêts

Dans ce contexte, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat affiche une somme du bilan qui s'est établie à 37.314 millions d'euros au 31 décembre 2004, soit une croissance de 2,7% par rapport au 31 décembre 2003 sous l'effet positif des dépôts de la clientèle bancaire (+25,0%) et des prêts et avances à l'économie nationale (+11,2%).

La performance s'est traduite par une croissance du résultat net de 8,1% à 74,5 millions d'euros. Cette rentabilité a été largement générée par le dynamisme de la Banque de détail et par le développement des activités de Gestion d'avoirs.

Les efforts de maîtrise des coûts (frais généraux administratifs et corrections de valeurs sur actifs incorporels et corporels) ont également contribué à la progression du résultat.

Le secteur financier luxembourgeois est toujours confronté à de nombreuses évolutions dans les domaines fiscal (retenue à la source européenne sur revenus d'intérêts), prudentiel (gestion des risques) et de la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent (fonction de compliance).

De ce fait, un plan d'investissement important dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été poursuivi tout au long de l'exercice 2004. Ainsi, la Banque s'est dotée notamment d'un nouveau système intégré de gestion des activités de back-office dans le domaine des activités internationales de marché. Elle prépare également son passage aux normes comptables IFRS, l'introduction de la retenue à la source européenne ainsi que la transposition des accords de Bâle II tels que traduits dans une directive européenne

Tous les ans, la Banque accorde une importance majeure à l'investissement dans le capital humain. Des efforts considérables en matière de formation du personnel ont été prestés une nouvelle fois en 2004. La Banque a enregistré un total de 6.628 inscriptions à des cours de formation, séminaires et conférences de sorte que la quasi-totalité des agents ont participé au moins à une action de formation.

Progression sensible du métier de banque classique

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a continué de développer son activité dans ces domaines. Dans un contexte de forte progression du marché immobilier, tirée par des taux d'intérêts attractifs pour la clientèle, la Banque a enregistré un accroissement de 13,1% de son encours de prêts au logement. Le volume des nouvelles affaires réalisées en 2004 affiche même une progression de 32,2% par rapport à 2003.

Dans le domaine du logement social, l'encours des prêts profitant d'un financement au taux social de 2,85% s'est élevé à 704 millions d'euros au 31 décembre 2004, soit une diminution de 26 millions ou -3,6% en un an. L'augmentation du nombre de dossiers majorés du taux social vers le taux normal suite aux révisions bi-annuelles effectuées par le Ministère du Logement, le nombre élevé de prêts remboursés, entre autres suite à la vente du logement individuel, ainsi que l'amortissement accéléré de prêts anciens sont à l'origine de cette diminution.

La BCEE a également poursuivi l'expansion de ses activités d'épargne-logement par le biais d'un accord de coopération de longue date avec le BHW. Dans le cadre de cet accord, les clients peuvent tirer profit de conditions de prêts à taux débiteurs fixes particulièrement intéressants pendant toute la durée de leur contrat.

Profitant d'un climat d'investissement en légère reprise, la Banque a pu développer son activité de prêts et avances aux entreprises. La qualité des services dans ce secteur a encore été améliorée grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique et à des adaptations de l'organisation interne de la Banque destinées à suivre plus activement les affaires du client professionnel.

En ce qui concerne la collecte de l'épargne du public, l'encours des dépôts d'épargne de la clientèle non-bancaire a affiché une progression sensible (+5,1%) par rapport à l'exercice 2003. La BCEE a multiplié ses efforts en vue de promouvoir le sens de l'épargne auprès des jeunes.

Le souci permanent d'amélioration de la qualité de ses services a permis à la BCEE de consolider sa prééminence sur le marché de la clientèle nationale des particuliers. La BCEE reste la première banque des particuliers avec une part de marché proche de 50% en tant que banque principale, et entretenant une relation bancaire avec un peu plus de 70% de la population résidente luxembourgeoise.

En 2004, la BCEE a poursuivi avec succès le développement de la formule ZEBRA, le compte courant « all inclusive » lancé en 2001. La gamme de packages qui comprend 6 variantes propose notamment deux formules spécifiques pour la clientèle professionnelle : « ZEBRA BUSINESS » et « ZEBRA BUSINESS Plus ». Ces différentes offres ont été plébiscitées par plus de 51.000 clients depuis leur lancement.

Ensemble avec son partenaire stratégique La Luxembourgeoise S.A., la Banque a continué à promouvoir la vente de produits d'assurance au cours de l'exercice 2004.

De façon générale, la BCEE a poursuivi sa stratégie multicanaux consistant, d'une part, à spécialiser et à moderniser son réseau des agences et, d'autre part, via la mise à disposition d'outils conviviaux, à encourager l'utilisation des services électroniques. S-net, le produit d'online banking développé et constamment amélioré par la Banque, compte désormais près de 57.000 clients, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.

Fidèle à sa politique d'amélioration continue de la qualité de service au client, la Banque a avancé dans les travaux sur son projet ambitieux de refonte de sa chaîne informatique des crédits en vue d'accélérer et d'automatiser les processus d'octroi et de gestion des crédits à l'économie nationale.



Croissance satisfaisante du métier Gestion d'avoirs dans un contexte boursier en légère reprise

Les métiers fonds d'investissement et private banking se sont trouvés face à un environnement mitigé en 2004. Si la baisse des taux longs a favorisé la progression du cours des obligations, la tendance incertaine sur les marchés des actions au deuxième et troisième trimestre 2004 et la baisse du dollar US n'ont pas favorisé un retour massif de la clientèle vers les produits titrisés.

La Banque a lancé avec succès un nouveau fonds d'investissement, "Luxbond Medium Term Euro", proposant un investissement obligataire qui permet à l'épargnant de bénéficier d'une exposition plus faible à la hausse des taux. Ce lancement a connu un succès commercial important.

Au cours de l'exercice 2004, la Banque a également rajouté un nouveau compartiment à la sicav « LUX-GARANTIE » à capital garanti. L'investisseur profite de la performance positive des marchés boursiers et, en cas d'évolution décevante de ces derniers, est assuré de récupérer son capital à l'échéance. Par ailleurs, la Banque a élargi la gamme des produits d'investissement structurés s'adressant à une clientèle avisée.

La Banque avait introduit, en 2003, le nouveau concept des «centres private banking» à plusieurs endroits du pays, complétant ainsi l'offre de services spécialisés à la clientèle privée. Ces nouvelles structures disposent d'un personnel hautement qualifié et offrent un cadre spécialement aménagé et équipé. De même, la Banque a lancé un nouveau produit de type package sous l'appellation "ActivInvest" comportant notamment une prestation de conseil en placement personnalisé et pro-actif, un reporting régulier et détaillé et des remises tarifaires importantes sur un ensemble de prestations liées à la gestion d'actifs. Cette politique a porté ses fruits en 2004: le package « ActivInvest » a en effet connu une augmentation de sa diffusion de plus de 25%. De même, le nombre de clients des «centres private banking» a continué à progresser en 2004.

Consolidation du métier des Activités internationales de marché

Sur le plan international, la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1, qui lui ont été confirmées par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier ses sources de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'instar des années précédentes, la clientèle institutionnelle étrangère a fortement contribué au financement de la BCEE, ceci à travers la souscription aux programmes d'euro medium term notes (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP). De ces trois programmes, dont la taille agrégée se monte à 13 milliards de dollars US, c'est surtout celui des EMTN qui a recueilli la faveur des investisseurs institutionnels.

L'activité du métier est marquée par les efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie tout en réduisant les risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit. Le volume global des opérations liées aux cours de marché a progressé de plus de 30% avec 61.166,4 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 46.985,7 millions d'euros un an plus tôt. Cette forte croissance est notamment due à l'évolution des swaps d'intérêts dont le volume a augmenté de 43% en 1 an.



Les résultats enregistrés sur les activités de marché sont restés satisfaisants dans un contexte de baisse du dollar US vis-à-vis de l'euro et de politique de prudence affichée par la Banque dans ce métier.

Ainsi, la Banque a continué à restructurer son portefeuille de crédits internationaux et d'actifs titrisés de manière à améliorer le rating moyen de ses engagements. L'approche très sélective dans le choix des nouveaux engagements, associée à la vente de certains actifs qui ne répondaient plus aux critères de qualité, a entraîné une réduction importante des encours.

Bâle II et la politique de contrôle des risques

La Banque a, tout au long de l'exercice écoulé, continué sa préparation à l'introduction des nouvelles règles de Bâle II et à la réforme de la gestion des risques. Alors que l'ancien ratio de capital appliqué pour les risques de crédit une pondération simple et forfaitaire, la nouvelle méthodologie dépendra directement de la qualité du débiteur mesurée par un rating interne ou externe. La Banque a consacré d'importants efforts à la définition et à l'implémentation d'une méthodologie de rating telle que prévue par les textes de Bâle II.

La politique de contrôle des risques inhérents aux différents métiers occupe une fonction-clé dans la gestion de la Banque.

Les objectifs de la gestion des risques s'orientent selon les principes suivants:

- Assurer la pérennité de l'établissement.
- Procéder à une analyse combinée des performances et des risques y associés.
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre leur facturation en fonction des différents risques identifiés.
- Rééquilibrer les portefeuilles d'activités sur la base des résultats et des effets de diversification au sein de ces portefeuilles.

D'une manière générale, une gestion saine des risques repose sur les principes de la séparation des fonctions et de la responsabilisation de tous les acteurs de la Banque en matière de suivi des procédures relevant du domaine du contrôle interne.

Depuis le début de l'année en cours, la Banque a mis en pratique la séparation des fonctions commercial et analyse dans le domaine des crédits.

A côté de la séparation stricte des tâches entre les acteurs dans le traitement des opérations, la responsabilité des systèmes de gestion des risques de marché et opérationnel incombe au service Risk Control.

Le présent chapitre est éclaté en 4 grandes catégories de risques: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.



Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du débiteur. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour environ 60% de l'encours, prêts au secteur public pour 10% de l'encours, prêts et avances aux entreprises pour 22% de l'encours et autres prêts et avances pour 8% de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de contrepartie est largement couvert par l'inscription hypothécaire et les déchets sont faibles. Le risque de contrepartie pour les prêts et avances au secteur public est très limité compte tenu de la qualité des émetteurs. En ce qui concerne les prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management, du rating externe, etc...

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, la priorité est accordée aux engagements classés 'Investment Grade' sur des pays de l'OCDE. Un système de notation interne a été mis en place, basé sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur la base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison ('settlement limit' et 'daily settlement limit'). Ces limites sont sujet à une révision périodique.

En ce qui concerne plus particulièrement les instruments dérivés, la Banque a largement recours à l'application des contrats-types 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association Inc.) qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe 'CSA' (Credit Support Annex) des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors-bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.



Risque de marché

Les risques de marché proviennent des mouvements des taux d'intérêts, des cours de change, des prix ou de la volatilité des actions sur les marchés financiers. La Banque a mis en place un système efficace pour mesurer et maîtriser ces risques et pour assurer un reporting régulier au Comité de direction.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue entre le risque de transformation, résultant de la différence de maturité entre les ressources et les réinvestissements, et les autres composantes du risque de marché, dont le risque de taux, le risque de change ou le risque sur actions.

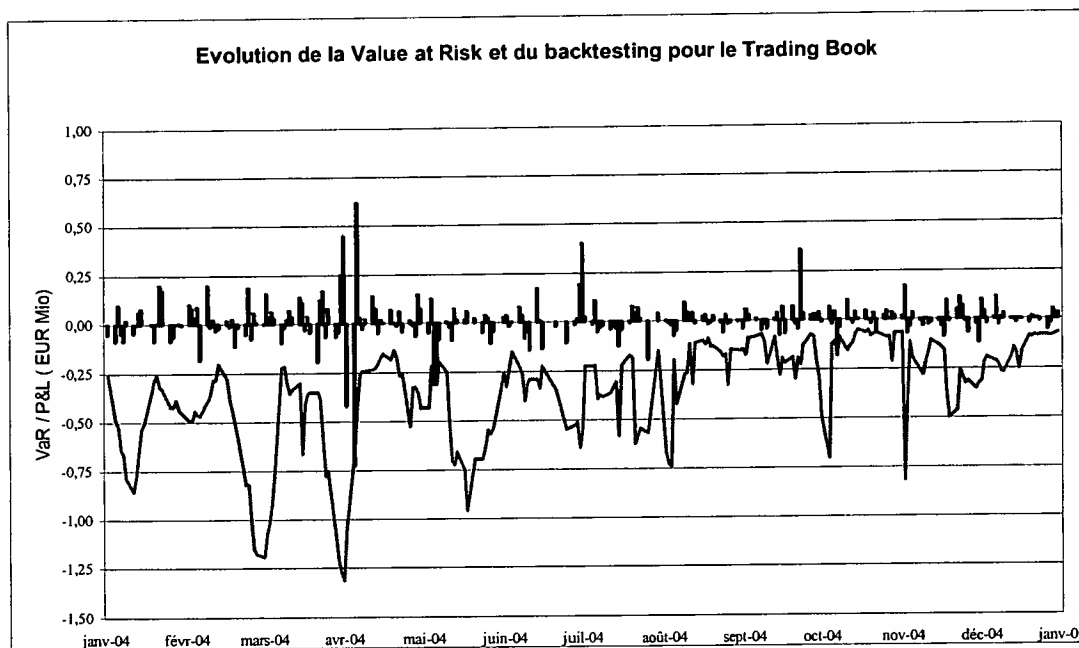
Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (Asset Liability Management) dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Celui-ci assure d'un côté la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes

d'épargne, et, de l'autre, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du trading en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système front-office et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque.

Au cours de l'année 2002, la Banque avait mis en place un système de "Value at Risk" (VaR) (méthodologie de la simulation historique) pour assurer la gestion des risques de marché. Au cours de l'année 2003, l'implémentation avait été finalisée avec l'intégration de la VaR dans les systèmes de gestion des risques de marché pour les activités de trésorerie et de trading avec la mise en place de limites et d'un back-testing.

Sur base journalière, la VaR est évaluée sur l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (trading, trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période de un jour avec un seuil de confiance de 99%, les séries temporelles ont 365 jours. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du back-testing pour le portefeuille trading de la Banque pour l'année 2004. En moyenne, la VaR était de EUR 360.000. Le back-testing fait ressortir que notre estimation du risque maximal fut "dépassée" à 3 reprises au cours de l'année 2004, ce qui confirme la validité de notre modèle qui nous donne "le droit à l'erreur" 2 à 3 fois sur une année de 250 jours ouvrables.



Pour l'ensemble des portefeuilles de trésorerie et de trading, la VaR était de 2,39 millions d'euros en moyenne, ce qui correspond à une utilisation de la limite globale de 79,7 %.

En sus de la VAR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée

encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et stop-loss.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN, qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit 'intraday' et 'overnight' auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.



Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadéquates ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques, ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion des risques et de mieux pouvoir répondre aux futures exigences des nouveaux accords de Bâle, la Banque avait décidé en 2002 de renforcer le service Risk Control et de lui confier la mise en place des structures nécessaires à une bonne gestion des risques opérationnels, tels la revue de l'organisation des lignes métier, des processus et des procédures ou encore la modernisation de l'actuelle base de données des incidents internes. Ainsi, la Banque a implémenté en 2004 un nouvel outil permettant d'une part la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et d'autre part la définition de plans d'auto-évaluation ("self-assessment") des risques opérationnels pour toutes les activités de la Banque. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents relatifs à une défaillance humaine ou informatique et a établi des indicateurs de suivi de la fréquence, de l'importance, de la gravité ainsi que de la nature des incidents recensés. Ces indicateurs servent de détecteurs de faiblesses dans les systèmes de contrôle internes et sont à la base d'actions correctrices à implémenter pour endiguer la survenance d'un type d'incident déterminé.

Cette mesure est accompagnée d'un nombre de projets qui s'intègrent dans le cadre des structures de la gestion du risque opérationnel.

Ainsi, dans le domaine des activités internationales de marché, la Banque a poursuivi l'implémentation de son nouveau système de gestion des activités back-office qui est complètement interfacé avec le système front-office existant et qui permet d'assurer un traitement transparent des opérations pouvant faire intervenir différents instruments du bilan et du hors-bilan. L'implémentation de ce nouveau système se fait en étapes par type de produit. Les phases 1, comprenant le marché du change et le marché monétaire, et 2, comprenant les instruments dérivés et les titres à revenu fixe, sont passées en production en 2003, respectivement 2004. Le degré

d'automatisation important et les nouvelles possibilités de contrôle offertes par le nouveau système serviront à réduire considérablement le risque opérationnel.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Ainsi, le service Compliance a été créé en 2004 avec comme mission de veiller au respect par la Banque de toute réglementation en vigueur et, plus particulièrement, au renforcement des procédures et de la formation en matière de blanchiment d'argent et de suivi des réclamations de la clientèle.

L'année 2004 a aussi connu la création du service Organisation qui est en charge de la coordination des grands projets informatiques dans la Banque avec comme objectif d'assurer le "change management" et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans 'Disaster Recovery Plan' (DRP) et 'Business Continuity Plan' (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque dans une situation de crise.

Finalement, la Banque a prorogé la souscription d'un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent principalement les domaines suivants: fraude, responsabilité civile du personnel, cyber security, sinistres, trading non autorisé. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE Ré.





Progression satisfaisante de la profitabilité

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2004 sont en nette progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2003.

Le produit net bancaire a enregistré une croissance de 1,2% pour se situer à 347,8 millions d'euros fin 2004. La marge nette d'intérêts a pu être maintenue à son niveau élevé de 2003, ceci malgré le niveau bas des taux d'intérêts qui a pesé sur le remplacement des fonds propres, la baisse du dollar US et la politique volontariste de réduction des encours du portefeuille des crédits internationaux. Les revenus de commissions progressent de 2,3% ce qui constitue une performance appréciable compte tenu de l'impact négatif de la baisse du dollar US et de la politique tarifaire plus restrictive dans le domaine des virements.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont connu une progression importante (+26,9%), ceci surtout en raison d'excellents résultats enregistrés par la société d'assurances « La Luxembourgeoise S.A. », partenaire stratégique de la BCEE.

Le résultat sur opérations financières est en diminution de 21,2% par rapport à 2003. Par définition plus volatil, ce résultat est également marqué par la politique de prudence de la BCEE qui applique le « Beibehaltungsprinzip » en matière de provisionnement des actifs de ses portefeuilles- titres classés dans cette catégorie.

Les autres produits d'exploitation sont en forte diminution (-6,4 millions d'euros) en raison de la présence d'un revenu important non récurrent en 2003. La prise en compte de ce poste ramène l'évolution du produit bancaire à une baisse légère de 0,6%.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux (frais généraux administratifs et corrections de valeurs sur actifs incorporels et corporels) à 1,5%. Les frais de personnel, qui en constituent la principale composante, ont été maîtrisés par une réduction volontariste des postes de travail externes et par le remplacement sélectif des départs en retraite. D'importants projets de reengineering et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence, la Banque a constitué des corrections de valeur couvrant l'ensemble des risques identifiés en cours d'année. Cependant, suite à une série de remboursements et de ventes d'actifs provisionnés du portefeuille des crédits internationaux, le besoin de provisionnement a été moindre qu'en 2003.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2004, un bénéfice net de 74,5 millions d'euros contre 68,9 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 5,6 millions d'euros (+8,1%).

Grâce à ce résultat, la Banque a réussi à renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2004: 15,63% ; Tier 1: 10,89%).

Perspectives pour l'année 2005

Compte tenu des perspectives économiques encourageantes pour 2005, la BCEE est confiante en sa capacité à développer ses activités de banque universelle.

Conformément à son programme stratégique SPUERKEESS 2005, la BCEE va s'attacher à poursuivre la réalisation des grands projets de modernisation et de mise à niveau déjà entamés.

2005 sera également l'année de la conception d'un nouveau plan stratégique d'avenir qui sera intitulé « SPUERKEESS 2008 ».

L'amélioration constante de la qualité du service au client restera la préoccupation principale et prioritaire de la Banque également en 2005. Le défi de la performance face à un environnement concurrentiel plus exigeant et sur fonds réglementaire plus contraignant reste posé.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2004.

Luxembourg, le 1er mars 2005



Pour le Comité de direction


Michel Birel
Directeur Général adjoint


Jean-Claude Finck
Directeur Général

Deloitte

Deloitte SA
 Audit, Tax, Consulting,
 Financial Advisory Services
 560, rue de Neudorf
 L-2220 Luxembourg
 B.P. 1173
 L-1011 Luxembourg
 Tel: +352 451 451
 Fax: +352 451 452 401
 www.deloitte.lu

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2004 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2004 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

DELOITTE S.A.
 Réviseur d'entreprises

Benoît SCHAUS
 Partner

Maurice LAM
 Partner

Le 1^{er} mars 2005

Audit • Tax • Consulting • Financial Advisory •

Member of
 Deloitte Touche Tohmatsu

17-012-2011

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2004 EN EUROS**

ACTIF	Notes (*)	2003	(en euros) 2004
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	1.148.301.414	864.731.370
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.1., 5.11.	4.488.529.720	3.895.236.587
a. effets publics et valeurs assimilées		4.488.529.720	3.895.236.587
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale		-	-
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.13.	11.472.099.664	13.636.286.308
a. à vue		374.209.410	440.736.609
b. autres créances		11.097.890.254	13.195.549.699
Créances sur la clientèle	5.1., 5.13	7.401.653.820	7.260.550.148
Opérations de crédit-bail	5.1.	42.761.299	47.507.443
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.9,	10.370.228.008	10.124.562.896
a. des émetteurs publics	5.11., 5.13.	89.506.759	412.994.244
b. d'autres émetteurs		10.280.721.249	9.711.568.652
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	179.357.903	166.872.355
Participations	5.4., 5.8., 5.9.	81.495.514	74.556.378
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.8., 5.9.	6.787.809	6.777.540
Actifs corporels	5.6., 5.9.	240.027.746	228.609.759
Autres actifs	5.7.	272.650.538	240.025.872
Comptes de régularisation	5.10.	632.715.264	768.288.746
TOTAL ACTIF	8.1., 5.14.	36.336.608.699	37.314.005.402
HORS-BILAN			
Passifs éventuels	7.1.	728.122.409	833.141.365
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		296.711.888	242.197.097

(*) les notes renvoient à l'annexe

PASSIF	Notes ^(*)	2003	(en euros) 2004
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	8.217.384.287	10.272.711.298
a. à vue		243.327.741	478.840.216
b. à terme ou à préavis		7.974.056.546	9.793.871.082
Dettes envers la clientèle:	6.1.	15.969.302.651	16.206.155.070
a. dépôts d'épargne		3.711.394.301	3.901.710.919
b. autres dettes à vue		2.522.374.823	2.535.403.831
à terme ou à préavis		9.735.533.527	9.769.040.320
Dettes représentées par un titre:	6.1	9.127.783.974	7.768.939.498
a. bons et obligations en circulation		607.671.072	538.464.328
b. autres		8.520.112.902	7.230.475.170
Autres passifs	6.2.	452.435.132	415.221.816
Comptes de régularisation	6.3.	536.770.397	597.951.058
Provisions pour risques et charges:		136.632.685	153.748.619
a. provisions pour impôts		3.612.698	7.621.306
b. autres provisions		133.019.987	146.127.313
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	680.788.705	606.469.084
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	23.293.566	23.049.303
Fonds pour risques bancaires généraux		183.046.532	186.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves	9.4.	766.712.180	835.645.303
Résultat de l'exercice	3.	68.933.123	74.542.354
TOTAL PASSIF	6.7.	36.336.608.699	37.314.005.402
HORS-BILAN			
Engagements	7.2.	2.415.144.463	2.677.119.491
Opérations fiduciaires	7.4.	1.972.706.280	3.131.576.470

(*) les notes renvoient à l'annexe



COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2004

	<u>Notes</u> ^(*)	2003	(en euros) 2004
Intérêts et produits assimilés		2.028.360.051	2.086.907.734
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		601.801.384	502.442.801
Intérêts et charges assimilées	6.4.	-1.780.755.487	-1.839.581.910
Revenus de valeurs mobilières		22.361.644	28.366.737
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		2.566.388	2.490.223
- revenus de participations		9.887.110	14.946.422
- revenus de parts dans des entreprises liées		9.908.146	10.930.092
Commissions perçues		96.666.057	90.823.469
Commissions versées		-36.513.205	-29.281.490
Résultat provenant d'opérations financières		13.440.358	10.588.911
Autres produits d'exploitation	9.2.	18.896.332	8.006.399
Frais généraux administratifs:		-196.344.124	-202.235.503
- frais de personnel	10.1., 10.2.	-137.311.149	-143.415.516
dont: salaires et traitements		-107.917.491	-111.350.953
charges sociales		-25.798.038	-28.324.441
dont: charges sociales couvrant les pensions		-20.375.877	-22.782.367
- autres frais administratifs		-59.032.974	-58.819.987
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-34.569.128	-32.254.154
Autres charges d'exploitation	9.3.	-18.336.507	-13.825.342
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-10.009.997	-8.183.142
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-5.500.728	-
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	334.493
A REPORTER:		97.695.266	99.666.202

(*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> (*)	2003	(en euros) 2004
REPORT:		97.695.266	99.666.202
Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		45.959	244.264
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-12.000.000	-3.000.000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	9.4.	-16.801.472	-22.343.977
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		68.939.753	74.566.489
Produits exceptionnels	9.5.	440.650	228.854
Charges exceptionnelles	9.6.	-188.116	-
Résultat exceptionnel		252.534	228.854
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-259.164	-252.989
RESULTAT DE L'EXERCICE		68.933.123	74.542.354
AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)	3.		
BENEFICE DISPONIBLE			
Bénéfice reporté			
Bénéfice de l'exercice		68.933.123	74.542.354
TOTAL		68.933.123	74.542.354
AFFECTATION DU BENEFICE			
Transfert aux réserves		68.933.123	74.542.354
Solde à reporter à nouveau			
TOTAL		68.933.123	74.542.354

(*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



**C. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2004****NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

NOTE 2**PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2004 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

2.1. ACTIFS IMMOBILISES**2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%



Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans les charges de l'exercice.

2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

Un changement de méthode comptable concernant la comptabilisation des valeurs mobilières émises sur base escomptée a été introduit au cours de l'exercice 2004. Ce type de valeurs mobilières est dorénavant comptabilisé au bilan à la valeur d'acquisition au lieu du coût d'acquisition majoré sur base journalière des intérêts courus non échus précédemment. Ce changement de méthode comptable a entraîné la comptabilisation sur un compte de régularisation d'un disagio supplémentaire par rapport à 2003.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du "lower of cost or market" est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur, en fonction de leur caractère durable.

2.2. ACTIFS CIRCULANTS

2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition.

Au cours de l'exercice 2003 l'évaluation de tous les actifs circulants se faisait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres était inférieure à leur prix d'acquisition, les plus-values non réalisées étant négligées. Un changement de méthode comptable a été introduit au cours de l'exercice 2004 concernant l'évaluation du portefeuille de négociation. Les titres du portefeuille de négociation sont dorénavant comptabilisés au bilan à leur valeur de marché selon la méthode du "mark-to-market". La différence positive ou négative entre cette valeur et la valeur comptable existante est comptabilisée en tant que résultat provenant d'opérations financières. Le portefeuille de négociation n'étant pas significatif ce changement n'a pas entraîné de variation importante sur le volume des corrections de valeur et des plus-values comptabilisées.

La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), celles-ci sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition. Le disagio représentant la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Suite à un changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2004, le revenu en question est réparti sur la durée de détention à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan, alors qu'en 2003 le revenu venait augmenter la valeur comptable. Ce changement de méthode comptable a entraîné la comptabilisation sur un compte de régularisation d'un disagio supplémentaire par rapport à 2003.

2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe de l'évaluation suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice suivant.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.



2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Au 31 décembre 2004, le mode d'évaluation appliqué par la Banque à tous les éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés à l'exception de l'évaluation des valeurs mobilières qui, suite à un changement de méthode comptable, se fait sur base de la méthode "premier entré - premier sorti" (FIFO). Au 31 décembre 2003, le mode d'évaluation des prix moyens pondérés était appliqué par la Banque à tous les éléments de même catégorie.

2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés pour leur valeur notionnelle à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.



A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des opérations à terme non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

NOTE 3

AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 2004 de 75,54 millions d'euros (68,93 millions d'euros en 2003) est à affecter aux réserves.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune afin de bénéficier de l'exonération de cet impôt pour l'exercice 2004. Suivant les dispositions fiscales en vigueur, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

NOTE 4

ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Aux 31 décembre 2003 et 2004, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.



**NOTE 5****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF****a. Echancier des actifs financiers primaires**

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2004 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2004
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	864,73	-	-	-	864,73
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	1.283,50	1.465,82	1.142,60	0,42	3.892,34
Créances sur les établissements de crédit	11.748,79	1.508,78	315,88	62,84	13.636,29
Créances sur la clientèle	931,13	295,11	979,79	5.054,52	7.260,55
Crédit-bail	1,01	3,23	41,67	1,60	47,51
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.056,18	1.374,21	6.479,71	1.157,95	10.068,05
	<u>15.885,34</u>	<u>4.647,15</u>	<u>8.959,65</u>	<u>6.277,33</u>	<u>35.769,47</u>

31.12.2003 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2003
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1.148,30	-	-	-	1.148,30
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	2.340,18	1.081,22	1.060,36	3,96	4.485,72
Créances sur les établissements de crédit	8.695,68	2.303,66	414,29	58,47	11.472,10
Créances sur la clientèle	1.574,47	360,63	1.017,57	4.448,98	7.401,65
Crédit-bail	1,42	2,89	28,39	10,06	42,76
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.127,47	1.572,08	6.236,05	1.344,12	10.279,72
	<u>14.887,52</u>	<u>5.320,48</u>	<u>8.756,66</u>	<u>5.865,59</u>	<u>34.830,25</u>

b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

en millions d'euros	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	2003	2004	2003	2004
Créances sur la clientèle	46,11	64,13	7,78	8,59
Crédit-bail	0,01	-	-	-

c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Organe d'administration	0,44	0,68
Organe de direction (5 directeurs)	0,42	0,29
Total	0,86	0,97

d. Crédit bail

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,63	0,55
Opérations avec la clientèle	42,13	46,96
Total	42,76	47,51



e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique

31.12.2004 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	13.295,40	7.110,39	47,51	7.584,94	145,74	28.183,98
Europe de l'Est	87,09	35,69	-	37,11	-	159,89
Amérique du Nord	86,53	64,85	-	751,82	19,25	922,45
Amérique latine	-	5,48	-	2,97	0,09	8,54
Asie	123,87	0,29	-	323,8	0,54	448,50
Supranationaux	-	-	-	254,76	-	254,76
Autres	43,40	43,85	-	1.169,16	1,25	1.257,66
Total	13.636,29	7.260,55	47,51	10.124,56	166,87	31.235,78

31.12.2003 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	10.840,83	7.249,34	42,76	7.893,55	175,11	26.201,59
Europe de l'Est	52,59	47,00	-	14,06	-	113,65
Amérique du Nord	324,27	41,10	-	875,23	3,15	1.243,75
Amérique latine	-	12,43	-	0,07	-	12,50
Asie	99,90	7,32	-	48,94	0,32	156,48
Supranationaux	3,36	-	-	229,06	-	232,42
Autres	151,15	44,46	-	1.309,32	0,78	1.505,71
Total	11.472,10	7.401,65	42,76	10.370,23	179,36	29.466,10

5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 2.486,91 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 2.790,07 millions d'euros au 31 décembre 2003.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	7.180,77	7.054,26
Valeurs non admises à une cote officielle	3.189,46	3.070,30
Total	10.370,23	10.124,56



c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	6.904,57	6.580,82
Titres du portefeuille de placement	3.375,15	3.487,22
Titres du portefeuille de négociation	90,51	56,52
Total	10.370,23	10.124,56

d. Au 31 décembre 2004, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur supérieure de marché des titres du portefeuille de négociation évalués au 'mark-to-market' est de 0,31 millions d'euros.

5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	111,98	104,79
Valeurs non admises à une cote officielle	67,38	62,08
Total	179,36	166,87

b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	135,38	135,45
Titres du portefeuille de négociation	43,98	31,42
Total	179,36	166,87

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 31,48 millions d'euros au 31 décembre 2004 contre 44,02 millions d'euros au 31 décembre 2003.

d. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 28,27 millions d'euros au 31 décembre 2004 (29,93 millions d'euros au 31 décembre 2003).



5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	33,14	33,08
Valeurs non admises à une cote officielle	48,35	41,48
Total	81,49	74,56

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 1,01 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 0,08 millions d'euros au 31 décembre 2003.

5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	6,79	6,78
Total	6,79	6,78

b. Aux 31 décembre 2003 et 2004, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

5.6. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 186,73 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 189,71 millions d'euros au 31 décembre 2003.

5.7. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	118,47	75,53
Investissement du fonds de pension	152,79	157,61
Métaux précieux	0,45	0,06
Autres	0,94	6,82
Total	272,65	240,02



5.8. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.03	EUR	0,30	0,17
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.03	EUR	2,12	5,60
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.03	EUR	2,48	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	92,97	31.12.03	EUR	0,08	2,68
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	87,87	30.09.04	EUR	0,08	-
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	86,20	30.09.04	EUR	0,08	1,82
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	84,67	31.12.03	EUR	0,08	1,25
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	80,07	30.09.04	EUR	0,08	0,58
Lux-Small & Mids Caps Advisory, Luxembourg	90,00	31.03.04	EUR	0,08	0,04
Lux Index US Advisory	81,38	31.03.04	USD	0,09	0,23
Lux-Investment Advisors	80,00	(**)	EUR	0,13	-
Lux-Pension Advisory	76,00	30.09.04	EUR	0,08	0,11
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.03	EUR	41,78	7,00
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.03	EUR	61,09	31,90
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	27,00	31.12.03	EUR	1,75	0,17
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	26,53	31.12.03	EUR	5,48	0,19
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,29	31.12.03	EUR	0,40	0,32
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	26,77	31.12.03	EUR	1,48	0,40
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,70	31.12.03	EUR	29,56	4,28
European Fund Administration S.A., Luxembourg	21,50	31.12.03	EUR	7,21	-0,13
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.03	EUR	7,23	0,68

(*) Données extraites des derniers comptes disponibles

(**) pas encore de bilan disponible



5.9. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2004 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

Montants en
millions
d'euros

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	85,62	1,76	-8,52	-0,24	78,62			
Parts des entreprises liées	6,87	-	-0,01	0,00	6,86			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	6.959,94	1.437,29	-1.666,09	-106,41	6.624,73			
Total des Immobilisations financières	7.052,43	1.439,05	-1.674,62	-106,65	6.710,21	-48,06		6.662,15
Actifs corporels								
Terrains et constructions	263,47	4,04	-0,21	-	267,30	-79,58	-	187,72
Installations techniques	129,50	16,78	-29,00	-	117,28	-106,22	29,00	40,06
Autres installations, outillage et mobilier	4,04	0,15	-0,12	-	4,07	-3,24	-	0,83
Total des Actifs corporels	397,01	20,97	-29,33	-	388,65	-189,04	29,00	228,61
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	7.449,44	1.460,02	-1.703,95	-106,65	7.098,86	-208,10		6.890,76



5.10. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 22,49 millions d'euros au 31 décembre 2004 (9,59 millions d'euros au 31 décembre 2003) pour le portefeuille des immobilisations financières. Le changement de méthode comptable concernant les obligations à coupon zéro a induit la comptabilisation d'un disagio à hauteur de 52,03 millions d'euros.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2004 se chiffre à 8,45 millions d'euros, contre 57,10 millions d'euros au 31 décembre 2003.

5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Emetteurs de première qualité	555,70	4.161,20

5.12. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2004, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent majoritairement notre dépôt auprès de la Banque centrale à hauteur de 3.209,49 millions d'euros, contre 2.970,11 au 31 décembre 2003.

5.13. ACTIFS SUBORDONNES

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante:

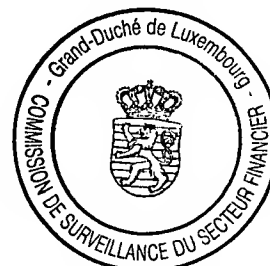
	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	11,75	11,66
Créances sur la clientèle	48,91	52,89
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	153,15	97,83
Total	213,81	162,38

Au 31 décembre 2004, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

5.14. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises hors zone euro représentent un montant de 13.361,66 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 12.577,29 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



NOTE 6**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2004 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	9.819,54	350,85	91,58	10,74	10.272,71
Dettes envers la clientèle	15.563,80	517,71	105,90	18,74	16.206,15
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>9.126,68</i>	<i>517,71</i>	<i>105,90</i>	<i>18,74</i>	<i>9.769,04</i>
Dettes représentées par un titre	3.478,48	478,66	1.408,05	2.403,75	7.768,94
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>2.940,01</i>	<i>478,66</i>	<i>1.408,05</i>	<i>2.403,75</i>	<i>7.230,48</i>
Passifs subordonnés	-	49,58	302,01	254,88	606,47
	<u>28.861,82</u>	<u>1.396,80</u>	<u>1.907,54</u>	<u>2.688,11</u>	<u>34.854,27</u>
31.12.2003 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	7.677,85	456,87	12,06	70,60	8.217,38
Dettes envers la clientèle	15.264,48	590,67	73,15	41,00	15.969,30
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>9.030,71</i>	<i>590,67</i>	<i>73,15</i>	<i>41,00</i>	<i>9.735,53</i>
Dettes représentées par un titre	3.946,23	1.487,97	1.145,01	2.548,57	9.127,78
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>3.338,56</i>	<i>1.487,97</i>	<i>1.145,01</i>	<i>2.548,57</i>	<i>8.520,11</i>
Passifs subordonnés	-	66,93	277,61	336,25	680,79
	<u>26.888,56</u>	<u>2.602,44</u>	<u>1.507,83</u>	<u>2.996,42</u>	<u>33.995,25</u>

b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	31.12.2003	31.12.2004	31.12.2003	31.12.2004
	en millions d'euros			
Dettes sur les établissements de crédit	-	59,54	-	-
Dettes sur la clientèle	297,87	208,59	45,04	41,98

c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne

Les dépôts d'épargne, représentant 3.901,71 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 3.711,39 millions d'euros au 31 décembre 2003, sont classés intégralement "à vue".



d. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 538,46 millions d'euros au 31 décembre 2004 contre 607,67 millions d'euros au 31 décembre 2003.

6.2. AUTRES PASSIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	279,93	235,54
Créanciers privilégiés ou garantis	9,53	10,59
Créanciers divers	0,49	0,13
Fonds de pension en faveur du personnel	152,79	157,61
Autres	9,7	11,35
Total	452,44	415,22

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

Au 31 décembre 2004 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 52,90 millions d'euros (35,19 millions d'euros au 31 décembre 2003) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 14,60 millions d'euros (10,94 millions d'euros au 31 décembre 2003) pour le portefeuille de placement.

6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2004 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions d'euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1995-2005	EUR	49,58	7,010%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	EUR	49,58	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	EUR	49,58	6,010%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	73,27	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49,58	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	14,14	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2002-2012	EUR	4,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2012	EUR	5,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2022	EUR	50,00	Fl. Rate	19.11.2022
Emprunt 2003-2013	JPY	35,74	Fl. Rate	19.03.2013
Total		606,47		

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2004, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 507,31 millions d'euros, contre 567,75 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 28,86 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 31,44 millions d'euros au 31 décembre 2003 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 2004, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 23,05 millions d'euros, contre 23,29 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles et amorties linéairement au taux de 2% par année.

6.6. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à 173,53 millions d'euros. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 9.109,48 millions d'euros au 31 décembre 2004, contre 11.128,97 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



NOTE 7**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	112,65	112,67
Crédits documentaires	184,06	129,53
Contre-garanties	251,98	254,76
Autres	179,43	336,18
Total	728,12	833,14

Aux 31 décembre 2004 et 2003, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Achats à terme d'actifs	-	5,09
Ventes à terme d'actifs	-	2,69
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	0,01	0,01
Crédits confirmés, non utilisés	2.374,20	2.452,19
Règlement d'opérations au comptant	31,75	195,67
Autres	9,18	21,47
Total	2.415,14	2.677,12

Au 31 décembre 2004, les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 1,20 millions d'euros, contre 1,40 millions d'euros au 31 décembre 2003.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan, ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,15 millions d'euros au 31 décembre 2004 de même qu'au 31 décembre 2003.



7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**a. Analyse par échéance**

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2004 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2004
<u>Opérations liées aux taux de change</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Change à terme	7.170,13	-	-	-	7.170,13
Cross-currency interest rate swaps *	64,02	82,27	343,24	306,04	795,57
Options **	59,78	-	-	-	59,78
Autres	33,48	-	-	-	33,48
Total des opérations liées aux taux de change	7.327,41	82,27	343,24	306,04	8.058,96
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Interest rate swaps	22.313,04	11.471,33	13.190,03	2.416,15	49.390,55
Interest rate futures	1,00	-	-	-	1,00
Options **	2.734,39	-	-	-	2.734,39
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	25.048,43	11.471,33	13.190,03	2.416,15	52.125,94



31.12.2004 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2004
Opérations liées à d'autres cours du marché					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Options **	981,53	-	-	-	981,53
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	981,53	-	-	-	981,53

31.12.2003 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2003
Opérations liées aux taux de change					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Forex swaps *	7.231,43	-	6,06	-	7.237,49
Cross-currency interest rate swaps *	116,23	135,83	382,12	180,63	814,81
Options **	223,77	-	-	-	223,77
Autres	99,56	-	-	-	99,56
Total des opérations liées aux taux de change	7.670,99	135,83	388,18	180,63	8.375,63

Opérations liées aux taux d'intérêts**Contrats 'over the counter' (OTC):**

Interest rate swaps	9.541,45	12.211,93	9.870,82	2.923,42	34.547,62
Autres	100,60	-	-	-	100,60
Options **	2.932,56	-	-	-	2.932,56
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	12.574,61	12.211,93	9.870,82	2.923,42	37.580,78

Opérations liées à d'autres cours du marché**Marché réglementé****Contrats 'over the counter' (OTC):**

Options **	1.029,24	-	-	-	1.029,24
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.029,24	-	-	-	1.029,24

* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 8.2.1)

** Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 8.2.1)



Dans ce cadre les opérations les plus courantes dans lesquelles interviennent les instruments dérivés sont :

- le refinancement des actifs et passifs en devises par des swaps de change;
- la gestion du risque sur taux d'intérêt par l'utilisation d'IRS (Interest Rate Swaps) dans le cadre des émissions du programme EMTN, des actifs du portefeuille-titres et du portefeuille des crédits internationaux, ainsi qu'au niveau des activités de trésorerie;
- l'utilisation d'IRS, notamment d'OIS (Overnight Interest Rate Swaps) dans le cadre de l'activité de négociation sur les produits de taux d'intérêts dans les limites de marché et de crédit définies;
- la couverture d'options de rachat anticipatif émises par la Banque, dans le cadre de son programme EMTN, par l'achat d'options sur IRS (swaptions) permettant à la Banque de clôturer anticipativement l'IRS de couverture d'une émission EMTN en cas de remboursement de celle-ci avant échéance.

Au 31 décembre 2004, les seuls instruments dérivés négociés sur le marché organisé sont les futures pour une valeur notionnelle de 1,00 million d'euros, contre 100,60 millions d'euros au 31 décembre 2003.

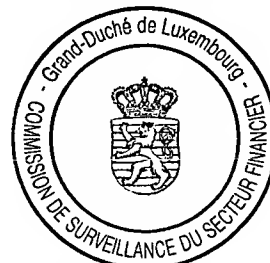
7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

NOTE 8

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RISQUE DE CREDIT

8.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT DES ELEMENTS BILANTAIRES



Actifs à risque 31.12.2004 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	4.780,21	6,84	4.773,37	0,49	4.772,88
Etablissements de crédit	20.427,19	79,79	20.347,40	5.480,67	14.866,73
Etablissements financiers	597,29	55,75	541,54	205,97	335,57
Clientèle	9.744,65	194,61	9.550,04	5.017,90	4.532,14
Total	35.549,34	336,99	35.212,35	10.705,03	24.507,32

Actifs à risque 31.12.2003 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	5.000,10	3,99	4.996,11	-	4.996,11
Etablissements de crédit	18.070,45	76,52	17.993,93	2.899,72	15.094,21
Etablissements financiers	1.157,56	64,19	1.093,37	795,01	298,36
Clientèle	10.166,97	207,47	9.959,50	4.479,56	5.479,94
Total	34.395,08	352,17	34.042,91	8.174,29	25.868,62

* Le montant à risque des instruments financiers de l'actif du bilan correspond au coût d'acquisition de ceux-ci.
Les éléments d'actif à risque intègrent des immobilisations financières résultant des titrisations de créances à hauteur de 8,21 millions d'euros au 31.12.2004, contre 27,06 millions d'euros au 31.12.2003.

L'analyse et l'évaluation des risques sur clients débiteurs ainsi que des risques-pays se font sur base des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs et de la situation financière propre de chaque débiteur. Tous les risques identifiés à la clôture ont été couverts adéquatement par le biais de corrections de valeur.

Les garanties réelles se décomposent de la façon suivante :

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Hypothèques (prêts au logement)	4.182,03	4.768,27
Opérations de mise en pension	3.629,77	5.648,70
Autres *	362,49	288,06
Total	8.174,29	10.705,03

* Les autres garanties sont constituées par des dépôts de titres ou des dépôts en espèces.

S'ajoutent à ces garanties réelles des garanties personnelles couvrant les risques sur éléments d'actif à concurrence de 6.643,43 millions d'euros au 31.12.2004 contre 6.601,78 millions d'euros au 31.12.2003.

8.2. ANALYSE DES INSTRUMENTS DERIVES



Instruments dérivés répartis en fonction des contreparties	Montant à risque net 31.12.2003 en millions d'euros	Montant à risque net 31.12.2004 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	75,77	50,73
Clientèle	12,62	14,53
Total	88,39	65,26

Le montant à risque net des instruments dérivés (hors-bilan) équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

8.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT POUR LES INSTRUMENTS DERIVES TRAITES HORS MARCHÉ ORGANISÉ EN FONCTION DES TYPES DE CONTRATS DE COMPENSATION

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, les fonds propres, la liquidité et la

qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché et la qualité du management.

a. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2004 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	3.297,06	15,56	73,63
A ⁺ - A ⁻	799,73	7,77	4,86
Total	4.096,79	23,33	78,49

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2003 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	9.480,72	42,64	100,69
A ⁺ - A ⁻	1.930,74	-	15,94
Total	11.411,46	42,64	116,63

Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivates Association) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

b. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2004 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	49.859,40	20,88	0	20,88	307,98
A ⁺ - A ⁻	6.076,75	18,50	11,98	6,52	37,38
Total	55.936,15	39,38	11,98	27,40	345,36



Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2003 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	17.291,19	89,66	64,66	25,00	152,40
A ⁺ - A ⁻	17.272,56	21,03	12,90	8,13	99,36
Total	34.563,75	110,69	77,56	33,13	251,76

La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.

c. Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation

	Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
31.12.2004	Unrated	1.098,99	14,53	0,00
31.12.2003	Unrated	810,29	12,62	18,62

* Les coûts de remplacement nets négatifs ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés. Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.



NOTE 9**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****9.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

9.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,24	2,24
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la		
Caisse d'Assurances de la Banque	0,73	0,51
Décompte de TVA	0,03	3,26
Bénéfice sur vente de participations	0,12	-
Reprise d'impôts des exercices antérieurs	13,54	-
Autres	2,24	2,00
Total	18,90	8,01

9.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	12,94	13,17
Autres	5,40	0,66
Total	18,34	13,83

9.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES

A partir de l'exercice 1998 et jusqu'à l'exercice 2001, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune, dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. A compter de l'exercice 2002, la charge d'impôt sur la fortune a été directement réduite en conséquence.

Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation. Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

9.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Au 31 décembre 2004, la Banque a réalisé des produits exceptionnels à hauteur de 0,23 millions d'euros lors de la vente d'immeubles, contre 0,44 millions d'euros au 31 décembre 2003.

9.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

Au 31 décembre 2004, la Banque n'a pas enregistré de charges exceptionnelles, contre 0,19 millions d'euros au 31 décembre 2003.

NOTE 10**AUTRES RENSEIGNEMENTS****10.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2004 s'établit comme suit:

	31.12.2003	31.12.2004
Direction	5	5
Employés	1.757	1.745
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	173	181
Total	1.762	1.750

10.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2004 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,12	0,12
Organe de direction	(5 directeurs)	0,71	0,74
Total		0,83	0,86

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2004 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.2003	31.12.2004 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,26	0,33
Total		0,26	0,33

ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Armand BERCHEM <i>jusqu'au 30.04.2004</i>	Expert-comptable, Niederaanven
	M. Gaston REINESCH <i>à partir du 01.05.2004</i>	Administrateur Général, Ministère des Finances, Schiffflange
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel, Kehlen
	M. Paul ENSCH <i>à partir du 01.05.2004</i>	Directeur, Chambre des Métiers, Mersch
	M. Patrick GILLEN	Directeur du contrôle financier, Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES	Représentant du Personnel, Luxembourg
	M. Patrick NICKELS <i>à partir du 01.05.2004</i>	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Dudelange
	M. Marc ORIGER <i>jusqu'au 30.04.2004</i>	Conseiller Economique 1 ^{ère} classe, Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg
	M. Gaston REINESCH <i>jusqu'au 30.04.2004</i>	Administrateur Général, Ministère des Finances, Schiffflange
	M. Georges SCHMIT	1 ^{er} Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

Directeur, Moutfort

REVISEUR EXTERNE

DELOITTE SA

Réviseur d'entreprises

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 16 mars 2005

Luxembourg, le 16 mars 2005



Pour le Conseil d'administration

Victor ROD
Président



CHIFFRES CLES EN EUROS

	2002	2003	2004 en milliers d'euros	Variation en % 2004/2003
SOMME DU BILAN	36.016.576	36.336.609	37.314.005	+2,7%
Dettes envers les établissements de crédit	7.625.492	8.217.384	10.272.711	+25,0%
Dettes envers la clientèle	14.543.035	15.969.303	16.206.155	+1,5%
Dettes représentées par un titre	10.806.472	9.127.784	7.768.939	-14,9%
Créances sur les établissements de crédit	12.327.544	11.472.100	13.636.286	+18,9%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	4.357.058	4.488.530	3.895.237	-13,2%
Créances sur la clientèle	7.841.566	7.401.654	7.260.550	-1,9%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	9.251.652	10.370.228	10.124.563	-2,4%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	1.111.284	1.192.217	1.269.760	+6,5%
PRODUIT NET BANCAIRE (2)	311.647	343.559	347.823	+1,2%
Frais généraux totaux (3)	229.991	230.913	234.490	+1,5%
BENEFICE NET	64.135	68.933	74.542	+8,1%
CASH-FLOW (4)	109.910	128.309	116.986	-8,8%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	14,59%	14,75%	15,63%	-
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)	9,32%	9,82%	10,89%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.779,5	1.762	1.749,5	-0,7%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.618,5	1.602	1.577	-1,6%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.
 (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.
 (3) Frais généraux administratifs plus corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels
 (4) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.

Enregistré à Luxembourg - Sociétés,

Le 25 AVR. 2005

Référence: LSO

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.- €

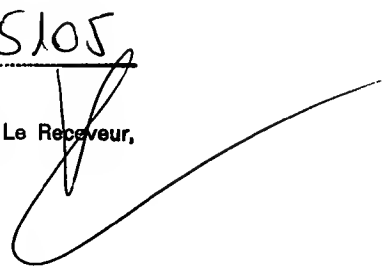
Droit de timbre

Total

: 88.- €

: 100 €

Le Receveur,

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the 'Le Receveur,' text and extending to the right.